



Luxembourg, le 21 OCT. 2014

Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

Vu la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, notamment l'article 6 ;

Vu l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 22 septembre 1992 déterminant les modalités des concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement postprimaire ;

Arrête :

Art. 1^{er} : Le programme, la durée des épreuves et le coefficient attribués à chaque épreuve du concours de recrutement aux fonctions de professeur de sciences de l'enseignement secondaire technique, spécialité « sciences politiques » sont approuvés sous la forme ci-annexée.

Le Ministre de l'Éducation nationale
de l'Enfance et de la Jeunesse

**Concours de recrutement de professeur de sciences de
l'enseignement secondaire technique
Spécialité : sciences politiques**

Relevé des épreuves

Les épreuves écrites et l'épreuve orale portent sur les champs thématiques suivants :

- théories politiques (politische Theorien)
- systèmes politiques (politische Systeme)
- relations internationales (internationale Beziehungen)
- intégration européenne (europäische Integration)
- économie politique (politische Ökonomie)
- sociologie (politische Soziologie)
- éducation à la citoyenneté (politische Bildung).

En principe, toutes les épreuves sont en relation avec des sujets d'actualité politique respectivement avec un ou plusieurs champs thématiques constituant le plan d'études des branches d'Éducation à la citoyenneté et d'Instruction civique figurant aux programmes officiels de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Les épreuves écrites sont à rédiger dans la langue de l'énoncé (allemand ou français). Si la première épreuve écrite est à rédiger en français, la deuxième épreuve écrite sera à rédiger en allemand. Si la première épreuve écrite est à rédiger en allemand, la deuxième le sera en français.

I. Première épreuve : analyse de texte

Une épreuve écrite consistant en une analyse de documents portant sur les champs thématiques ci-dessus. Les sujets à traiter se réfèrent aux programmes des différentes branches de l'Éducation à la citoyenneté et de l'Instruction civique figurant aux programmes officiels de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Coefficient 1

Durée : 3 heures

II. Deuxième épreuve : dissertation

Une épreuve écrite consistant en une dissertation portant sur les champs thématiques ci-dessus. Les sujets à traiter se réfèrent aux programmes des différentes branches de l'Éducation à la citoyenneté et de l'Instruction civique figurant aux programmes officiels de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Coefficient 1

Durée : 3 heures

III. Troisième épreuve

Une épreuve orale en langue française, allemande ou luxembourgeoise (au choix du candidat) avec un document d'actualité politique à l'appui.

L'exposé est en langue française, allemande ou luxembourgeoise. Il sera suivi d'une discussion au cours de laquelle le jury pose des questions se rapportant à l'exposé.

Coefficient 2

Temps de préparation : 1 heure

Durée de l'exposé : 10 minutes

Discussion : 20 minutes

Remarque : L'utilisation d'un dictionnaire de langues est autorisée pour chacune des épreuves.

Informations complémentaires

Les épreuves permettront de juger les capacités d'analyse et de synthèse, d'expression écrite et d'expression orale – dans les deux langues véhiculaires de l'enseignement – en rapport avec des contenus de divers domaines figurant aux programmes des branches d'Éducation à la citoyenneté et d'Instruction civique figurant aux programmes officiels de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Par « programmes » il faut entendre les programmes pour l'Éducation à la citoyenneté des classes de 10^e et 11^e de l'enseignement secondaire technique et les programmes pour l'Instruction civique des classes de 2^e de l'enseignement secondaire.

Les programmes des branches ainsi que les livres y relatifs peuvent être consultés sur le site du MENJE sous :

<https://portal.education.lu/Ressources.aspx>

Pour ce qui est de l'appréciation générale des différentes épreuves écrites et orales, il sera exigé des candidats un travail correct, raisonné, structuré et soigné, quant au fond et quant à la forme.

En ce qui concerne en particulier la première épreuve écrite, il y a lieu de préciser qu'il ne s'agit pas d'un simple exercice de reproduction de connaissances. Ainsi un étalage d'un savoir encyclopédique sans lien direct avec le sujet précis de l'épreuve est à éviter en tout cas. Le candidat doit être capable de dominer l'ensemble du sujet et de structurer sa pensée en se servant d'un vocabulaire disciplinaire précis.

Pour ce qui est de l'épreuve orale, le langage et la maîtrise du vocabulaire disciplinaire seront en outre appréciés.

Exemples d'épreuves

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**Examen-Concours de recrutement
du personnel enseignant
de l'enseignement secondaire**

2017/2018

Fonction :

Professeur

Option : Sciences politiques

Date: 5 février 2017, 14h00 – 17h00

Épreuve écrite: Analyse de documents

Langue: Français

Sujet : « Relations internationales – Les Nations unies »

1. Comparez les positions de la diplomatie russe et celle des États-Unis au sujet du rapport sur l'utilisation du gaz sarin en Syrie.
2. Quelles sont les chances et les limites du système onusien face aux enjeux syriens ?
3. Quelles réformes du fonctionnement de l'ONU pourriez-vous envisager pour garantir à l'avenir le respect des Droits de l'Homme et de la paix dans un monde multipolaire ?

Document 1 :

Rapport de l'Onu sur l'attaque au gaz sarin en Syrie: « un faux politiquement biaisé»

L'ambassadeur russe auprès de l'Onu à Genève, Alexeï Borodavkine, a conseillé de ne pas faire attention au rapport de l'Onu, qui attribue l'attaque au gaz sarin de Khan Cheikhoun, le 4 avril dernier, à l'armée syrienne. Selon lui, il ne s'agit que d'un « faux politiquement biaisé et maladroitement fabriqué ».

Le rapport de la Commission d'enquête des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Syrie concernant les accusations à l'encontre de Moscou et de Damas sur l'emploi d'armes chimiques est un exemple de faux maladroitement fabriqué, a estimé l'ambassadeur russe auprès de l'Onu à Genève, Alexeï Borodavkine.

L'ambassadeur est également persuadé que Moscou ne doit pas faire attention à de tels types d'accusation.

La Commission d'enquête des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Syrie a rendu public mercredi 6 septembre un rapport faisant état de 25 cas d'emploi d'armes chimiques entre mars 2013 et mars 2017. La Commission conclut que dans 20 cas, les attaques avaient été effectuées par les forces gouvernementales, essentiellement contre des civils. Les enquêteurs onusiens indiquent toutefois qu'ils ne possèdent aucun reste physique de bombe et qu'ils ne se sont pas rendus sur les lieux, Damas ne les autorisant pas à entrer en Syrie.

Les autorités syriennes ont déclaré à plusieurs reprises qu'elles n'ont jamais eu recours aux armes chimiques contre les civils ni contre les terroristes et que tout l'arsenal chimique avait été retiré du pays sous contrôle de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Les réserves syriennes d'armes chimiques ont été sorties du pays et en janvier 2016, l'OIAC a annoncé que l'arsenal chimique syrien avait été détruit.

Source : « Sputniknews.com » <https://fr.sputniknews.com/international/201709091032978144-syrie-armes-chimiques-rapport-faux/> (09.09.2017, mis à jour 29.09.2017)

Document 2 : Armes chimiques: l'ONU en échec

Syrie - La Russie a mis son veto au projet américain de prolongation des enquêtes sur les armes chimiques, puis a vu son propre texte être rejeté. La Syrie aurait fait usage d'armes chimiques à plusieurs reprises.

Deux projets de résolution concurrents, américain et russe, visant à prolonger d'un an le mandat des experts internationaux enquêtant sur les attaques chimiques en Syrie ont été rejetés jeudi lors d'une réunion houleuse au Conseil de sécurité des Nations unies.

Le Japon a ensuite fait circuler un projet de résolution demandant une extension de 30 jours qui permettrait de trouver un compromis sur le sort de ce groupe d'enquêteurs, appelé JIM, qui regroupe des experts de l'ONU et de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques). Ce texte charge le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres de soumettre au Conseil dans 20 jours « des propositions sur la structure et la méthodologie » mise en place par le JIM.

La Russie avait d'abord mis son veto (le dixième concernant la Syrie) à un texte américain, approuvé par 11 pays et qui a fait l'objet de 2 votes contre (Russie et Bolivie) et de 2 abstentions (Chine et Egypte). Lors d'un deuxième scrutin, le projet russe avait été rejeté, recueillant 4 votes pour, 7 contre et 4 abstentions. Il fallait une majorité de 9 voix pour faire adopter le texte sans veto d'un membre permanent.

Selon des diplomates, le mandat du JIM s'achève vendredi soir et non jeudi comme indiqué jusqu'alors et vendredi matin, le Conseil devrait se pencher sur la proposition nipponne.

Tout au long de l'après-midi, les échanges au sein du Conseil avaient été acrimonieux.

« Triche », « trahison », « malhonnêteté », ont figuré parmi les amabilités échangées entre les ambassadeurs au langage d'habitude plus policé. Le représentant égyptien a déploré « un show médiatique », son homologue bolivien qualifiant la séance d'« inhabituelle ».

Russie isolée

« La Russie a tué le mécanisme d'enquête qui avait un soutien général dans ce Conseil », a lancé l'ambassadrice américaine, Nikki Haley. « Le message est clair: la Russie accepte le recours aux armes chimiques en Syrie! »

Le JIM présente « des lacunes fondamentales », avec le recueil de témoignages douteux, des approximations dans le travail d'enquête, a rétorqué l'ambassadeur russe, Vassily Nebenzia. « La Russie ne pouvait pas voter le projet américain et tout le monde le savait », a-t-il insisté.

Plusieurs pays ont souligné l'isolement de la Russie, l'un des principaux soutiens de la Syrie, et chaque grande puissance a tenté de rejeter la responsabilité de l'échec du Conseil sur l'autre.

« La France est consternée par ce résultat dû au veto russe », a souligné l'ambassadeur français, François Delattre. « La Russie a échoué à promouvoir la paix en Syrie » en « refusant d'être constructive », a abondé son homologue britannique, Matthew Rycroft. Derrière cette question de l'avenir du JIM, c'est l'ensemble du régime de non-prolifération établi par les Nations unies pour interdire dans le monde le recours aux armes chimiques qui est en jeu, selon des diplomates.

Projets divergents

Les deux projets de résolution des Etats-Unis et de la Russie étaient très différents, ne s'accordant que sur un point: un an de renouvellement. Le texte russe réclamait une révision en profondeur de la mission du JIM et un gel de son dernier rapport impliquant le

régime de Bachar el-Assad dans une attaque au gaz sarin en avril. Washington s'y opposait et, soutenu par les Européens, réclamait des sanctions contre les responsables d'utilisation d'armes chimiques en Syrie.

Juste avant les votes, Donald Trump était sorti de son silence sur le sujet. « Il faut que l'ensemble du Conseil de sécurité de l'ONU vote pour renouveler » le mandat du JIM et « faire en sorte que le régime d'Assad ne puisse jamais plus commettre des meurtres de masse avec des armes chimiques », a-t-il tweeté.

Le renouvellement du mandat du JIM est depuis des semaines au centre d'un bras de fer entre Washington et Moscou, divisés sur le dernier rapport des experts onusiens et de l'OIAC. Ils ont conclu fin octobre à l'implication d'un avion-bombardier du régime syrien dans une attaque au gaz sarin commise le 4 avril à Khan Cheikhoun qui a fait plus de 80 morts.

Depuis, la Russie, qui considère comme Damas que l'attaque découle en réalité de l'explosion d'un obus au sol dans une zone contrôlée par des rebelles et des djihadistes, n'a cessé de dénoncer des approximations dans le rapport du groupe dirigé par le Guatémaltèque Edmond Mulet.

Le JIM, créé en 2015 sur une initiative américano-russe, enquête sur des dizaines d'attaques chimiques présumées (sarin, chlore...). En deux ans, il a conclu que les forces syriennes, outre à Khan Cheikhoun, avaient été responsables d'attaques au chlore dans trois villages en 2014 et 2015 et que le groupe EI avait utilisé du gaz moutarde en 2015.

Source: « 24 heures » <https://www.24heures.ch/monde/armes-chimiques-nouveau-veto-russe-onu/story/12212917> (17.11.2017)

Document 3 :



Caricature de PARESH NATH, THE KHALEEJ TIMES, UAE (29 décembre 2016)

Source : <http://toursdelaliberte.blogspot.lu/2016/12/>

Ministère de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

**Examen-Concours de recrutement
du personnel enseignant
de l'enseignement secondaire**

2017/2018

Spécialité: Sciences politiques

Date: 29 janvier 2018, 14h00-17h00

Épreuve écrite: Dissertation

Langue: Deutsch

Thema: Politische Theorie

Aufgabe:

Menschenrecht „politische Partizipation“? Chancen, Probleme und Herausforderungen politischer Beteiligung und ihre Grenzen in transnationalen Migrationsgesellschaften.

Diskutieren Sie das Thema auf Grundlage politikwissenschaftlicher Theorien und aktueller Ereignisse.

Concours de recrutement

Spécialité: sciences politiques

Date: 27.2.2018

Préparation: 60 minutes

Épreuve orale: 30 minutes (Exposé: 10 minutes/entretien: 20 minutes)

Langue: allemand, français, luxembourgeois (au choix)

L'utilisation de dictionnaires de Langue (type « Petit Robert » ou « Duden Rechtschreibung ») respectivement de dictionnaires bilingues (types « Langenscheidt » ou « Pons ») ainsi que d'un tableau de conjugaison (type « Bescherelle ») est autorisée pendant la préparation.

Thema : Politische Bildung (1)

1. Erläutern Sie, warum demokratische Staaten politische Bildung brauchen.
2. Analysieren und bewerten Sie die Doppelseite „Wahlen“ (S.192-193) des Schulbuches Éducation à la citoyenneté mit Hinblick auf die inhaltliche und methodische Gestaltung.
3. Stellen Sie dar, welche Überlegungen Sie treffen würden, wenn Sie diese Seite im Unterricht einsetzen möchten.

Concours de recrutement

Spécialité: sciences politiques

Date: 27.2.2018

Préparation: 60 minutes

Épreuve orale: 30 minutes (Exposé: 10 minutes/entretien: 20 minutes)

Langue: allemand, français, luxembourgeois (au choix)

L'utilisation de dictionnaires de Langue (type « Petit Robert » ou « Duden Rechtschreibung ») respectivement de dictionnaires bilingues (types « Langenscheidt » ou « Pons ») ainsi que d'un tableau de conjugaison (type « Bescherelle ») est autorisée pendant la préparation.

Thema : Politische Bildung (2)

1. Politische Bildung unterliegt dem Kontroversgebot. Bedeutet dies, dass Education à la citoyenneté jede Meinung billigen soll?
2. Analysieren und bewerten Sie die Doppelseite „Wahlkampf“ (S.196-197) des Schulbuches Éducation à la citoyenneté mit Hinblick auf die inhaltliche und methodische Gestaltung.
3. Stellen Sie dar, welche Überlegungen Sie treffen würden, wenn Sie diese Seite im Unterricht einsetzen möchten.